

ALGER

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Recrutement-par-Sonatrach-a.html>

Recrutement par Sonatrach à Sougueur : les jeunes dénoncent des pratiques scandaleuses pour écarter les diplômés originaires de la région

Date de mise en ligne : mercredi 26 février 2020

- Luttés sociales en Algérie -

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Une offre d'emplois de la Sonatrach avait été reçue par l'agence locale Anem de Sougueur le 12 septembre de l'année dernière. Elle devait pourvoir à des postes et spécialités au niveau des stations de pompage de Nador-Medarek situées dans les communes de Faïdja et de Naïma. Un concours a été organisé le 20 novembre pour le recrutement de gestionnaires administratifs et techniques, de techniciens chargés de la prévention-sécurité et de l'entretien, ainsi que de techniciens d'exploitation.

Avant le déroulement de ce concours de recrutement, une liste des candidats demandeurs d'emplois inscrits localement a été envoyée par l'agence Anem de Sougueur aux services de la Sonatrach. Mais à l'issue du concours, il s'est avéré que les candidats retenus sont tous originaires d'autres wilayas et le plus flagrant est la présence parmi eux du fils d'un responsable en place de Sonatrach. Ces candidats ne figuraient pas évidemment sur la liste d'attente envoyée par l'agence locale Anem de Sougueur.

Ce qui a provoqué le courroux des jeunes universitaires de la localité demandeurs d'emploi dont le recrutement a été arbitrairement rejeté. Ils ont exigé des explications. Interpellés par les protestataires ; le directeur de l'Anem ainsi que les membres de la commission chargée de l'organisation du concours ont réagi avec ironie et par l'indifférence aux contestations exprimées.

Cette attitude prouve leur complaisance avec la violation de la procédure réglementaire en matière de recrutement. Lors de l'annonce des résultats, le poste retenu de gestionnaire administratif a été escamoté par l'agence Anem car le bénéficiaire est un candidat hors wilaya et qui, de plus, ne remplit pas les critères dévolus à ce profil. De même, seuls 6 sur 7 postes de techniciens d'exploitation à pourvoir ont été annoncés.

Les jeunes universitaires dont certains ont le niveau de Master, dénoncent ce déni de justice devant l'emploi. Ils lancent un appel pressant aux autorités supérieures et locales pour intervenir en urgence. Ils leur demandent de diligenter une enquête sur cette affaire scabreuse et de réparer ces atteintes graves au sein des institutions et services publics.

C.P.

26 février 2020